

le pamphlet

P É R I O D I Q U E I N D É P E N D A N T

Editorial

Les contribuables vaudois sont des vaches à lait. Le fisc vaudois est l'un des plus gourmands parmi les cantons suisses. Entre 2008 et 2021, il a engrangé en moyenne 659 millions de bénéfice par année¹. Comme d'habitude, c'est la classe moyenne qui a trinqué le plus.

C'est pourquoi une initiative visant à «redonner du pouvoir d'achat à la classe moyenne» a été lancée par la Chambre vaudoise du commerce et de l'industrie, la Chambre vaudoise immobilière et la Fédération patronale vaudoise. Concrètement, l'initiative prévoit une baisse de 12% de l'impôt cantonal sur le revenu et la fortune pour tous les contribuables, à l'exception des très riches, qui bénéficient du bouclier fiscal.

Points à souligner: cette baisse aurait pour effet une diminution des **bénéfices** de l'Etat, non de ses **prestations** et les communes ne seraient pas affectées.

On entend d'ici les cris d'orfraie de la gauche, hurlant à l'injustice sociale d'une mesure qui ne profiterait qu'aux riches à l'exclusion «des plus démunis». Nous sommes accoutumés à cette confusion entre les questions fiscales ou économiques et la protection des personnes «précarisées». Nous savons aussi que, pour les défenseurs prétendument exclusifs de la veuve et de l'orphelin, est riche toute personne qui ne bénéficie d'aucune aide sociale, d'aucun subside, d'aucune exonération; toute personne, en somme, qui subvient à ses besoins sans émarger au budget de l'Etat ou de sa commune et qui paie des impôts, même si elle connaît des fins de mois difficiles.

Dans le cas qui nous occupe, l'Etat de Vaud a en quelque sorte emprunté aux contribuables de l'argent qu'il a mis de côté au lieu de le restituer. Il serait donc naturel et souhaitable qu'il paie ses dettes, au moins en

partie, et qu'il rembourse chaque vache à lait proportionnellement à sa contribution. Après tout, si l'initiative arrive en votation et qu'elle est acceptée, rien n'interdira aux belles âmes les plus aisées de donner les 12% économisés à des œuvres sociales, pendant que les «riches» les moins bien lotis verront s'améliorer quelque peu leur ordinaire.

Signons donc et faisons signer l'initiative «Baisse d'impôts pour tous»!

Pour se procurer des listes, il suffit de s'adresser au Comité d'initiative «Baisse d'impôts pour tous» / Case postale 1215 / 1001 Lausanne ou de suivre le lien

https://baisse-impots.ch/wp-content/uploads/2022/11/Feuille_signatures_A4_version_web_1p.pdf.

Réd.

¹ *Plein Centre*, magazine du Centre patronal, novembre-décembre 2022.

Désobéissance civile, violence légitime: pour toutes et tous!

Parmi les nombreux désordres qui se répandent dans notre société, nous voyons chaque jour des escouades de militants écologistes fanatisés bloquer des routes et immobiliser des centaines d'automobilistes. Ces scénarios sont toujours soigneusement organisés, avec

quelques jeunes en gilet orange, chargés de *faire le spectacle*, et d'autres plus discrets qui sont là pour filmer et inonder les réseaux sociaux – tout en *fliquant* les passants qui seraient tentés de réagir de manière trop *expéditive*. Les conducteurs furieux apostrophent et

houspillent les figurants qui se traînent au sol tels des larves orange; ils tentent de les tirer de force sur le bas-côté, ce qui n'empêche pas la masse visqueuse de se reformer aussitôt en mimant la non-violence. En revanche, personne ne s'avise jamais de neutraliser les adversaires

les plus importants: ceux qui filment. C'est pourtant par eux qu'il faudrait commencer.

La variante «artistique» de ces spectacles idéologiques – celle où de jeunes militants lancent de la sauce tomate sur des œuvres d'art – semble en revanche avoir fait long feu, tant elle est apparue ridicule et absurde aux yeux du monde entier.

Ces mises en scène théâtrales s'inscrivent dans une volonté d'imposer la désobéissance civile comme un mode d'action légitime et systématique. Le discours des révolutionnaires est toujours le même: *face à la «nécessité» et à l'«urgence», il n'est plus possible de respecter la loi.*

Paradoxalement, ces mêmes révolutionnaires se répandent en geignements déchirants et en péroraisons

indignées aussitôt qu'un de leurs adversaires – autorité ou simple particulier – s'écarte ne serait-ce que d'un iota de l'application scrupuleuse de telle ou telle réglementation. Un arbre coupé en trop, un petit coup de matraque sur un manifestant, une initiative extrémiste traitée hors délai ou un requérant d'asile renvoyé de manière insuffisamment protocolaire, et voilà les défenseurs de la *violence légitime* qui se dressent et s'époumonnent, menaçant de porter l'affaire devant leurs amis les juges, d'aller jusqu'à Strasbourg s'il le faut, pour faire appliquer le droit à la lettre et si possible au-delà de la lettre.

Et pourtant: face aux périls civilisationnels que représentent les activistes autocollés, l'immigration in-

contrôlée, les dérives «woke», ainsi que les restrictions à la liberté d'expression et de mobilité, n'y a-t-il pas *urgence* à agir par tous les moyens, même illégaux? Nous aussi voulons avoir accès à la violence légitime!

Les individus qui essaient de nous faire croire que leurs causes sont si importantes qu'elles ne peuvent pas s'inscrire dans le respect des règles de la communauté ne devraient tout simplement plus avoir aucun droit d'invoquer ces mêmes règles, y compris quant à la protection qu'elles pourraient leur garantir. En d'autres termes, il faudrait leur interdire tout accès à la justice et les obliger à endurer cette loi du plus fort qu'ils tentent de nous imposer.

Pollux

Copuler en toute transparence

Les parlementaires de divers pays se penchent sur la définition du viol, afin de mieux protéger, quel que soit leur sexe, les potentielles victimes de prédateurs sexuels.

Tout le monde est d'accord pour condamner le viol – «avec la plus grande fermeté», comme disent les personnalités politiques donneuses de leçons.

Il convient donc, semble-t-il, d'inscrire dans la loi une disposition prescrivant que tout rapport sexuel doit être subordonné au consentement exprès des partenaires, chose qui, à première vue, paraît aller de

soi, mais n'est apparemment pas aussi évidente qu'on ne le croit.

Les deux formules concurrentes qui traduisent le point de vue des législateurs et des commentateurs à ce sujet sont les suivantes: «Non, c'est non» ou «Seul un oui est oui».

La première formule déplaît aux féministes, car elle ne tient pas compte de l'état de sidération dans lequel entrent, paraît-il, les femmes soumises à la pression d'un homme qui les serre de trop près, état qui les empêche de manifester leur opposition – apparemment, les hommes ne souffrent pas de pareil blocage.

Reste donc la solution du «seul un oui est oui». Celle-ci implique que les intéressés puissent prouver que le consentement a été donné volontairement et de bonne foi, faute de quoi on ouvrira tout grand la porte à des accusations calomnieuses, portées, par esprit de lucre ou de vengeance, contre des personnes innocentes, qui ne s'en relèveront pas. Cela s'est vu, surtout depuis que «la parole s'est libérée» – comme on dit chez les ennemis de la gent masculine – et qu'il y a de l'argent à gagner sous forme de réparations.

Il est donc important de s'entendre sur la manière dont ce fameux «oui» sera exprimé. Faudra-t-il rédiger une déclaration écrite? remplir et signer une formule préimprimée? recourir à un enregistrement audio ou vidéo? faire appel à des témoins? Que se passera-t-il si un «oui» devient «non» dans le feu de l'action? Et le procureur ou le juge appelé à décider de la culpabilité d'un violeur présumé, sans autres données que les déclarations contradictoires des parties en présence, se fondera-t-il sur son intime conviction? sur ses présupposés idéologiques? On voit de tout dans l'exercice de la justice de nos jours.

On nage en pleine absurdité. D'un côté, nous avons un monde qui parle constamment de sexe, de liberté sexuelle, de droit à une vie sexuelle épanouie et qui soumet les enfants à l'éducation sexuelle quasiment dès le berceau. De l'autre, nous avons une société qui pleure sur les inévitables conséquences de cette «libération» et qui tente d'en freiner les effets par des lois irréalistes et donc inapplicables.

Je ne pense pas qu'il soit possible d'éradiquer entièrement le viol: il y aura toujours des cinglés pour s'attaquer à des victimes non consentantes. Mais on doit pouvoir limiter les dégâts en recourant non à des lois dégoûlantes de bonnes intentions, mais à des mesures de

simple bon sens, qui relèvent de l'éducation aux bonnes mœurs.

Quitte à scandaliser les prédicateurs sexuels patentés tels que la Fondation Profa ou Santé sexuelle suisse, qui inondent les écoles d'une documentation prétendument objective, scientifique et adaptée à l'âge des écoliers, mais qui est tout sauf cela¹, je pense qu'on devrait apprendre aux enfants que le sexe n'est pas tout dans la vie, que des expériences trop précoces peuvent être désastreuses, qu'il n'est pas indispensable de coucher dès la première rencontre et que la moindre des choses est de respecter, le moment venu, son partenaire. Je pense aussi qu'on devrait enseigner aux filles qu'il n'est pas prudent d'aller s'entretenir avec quelque pourvoyeur d'avantages futurs dans une chambre à coucher après avoir dîné à ses frais dans un excellent restaurant.

Bref, je suis favorable à une éducation vieillotte. Et pour comble, je crois qu'il faut rappeler aux jeunes gens que, pour être démodée, la chasteté n'a rien d'une maladie honteuse et qu'il n'y a pas à rougir d'être encore puceau à quatorze ans.

Suis-je bonne à enfermer?

Mariette Paschoud

¹ Voir l'édifiant article de Raphaël Pomey dans *Le Peuple* n°15:

<https://www.lepeuple.ch/letrange-depliant-de-la-fondation-profa/>.

Citation

A propos de situations qui prêtent à rire «quand les tartufferies mènent au désastre»:

Un autre qui nous a bien amusés dernièrement est le président de la FIFA. Gianni Infantino a visiblement suivi des cours à l'université Paris VIII. Son discours à l'occasion de la conférence de presse inaugurale du Mondial 2022 ressemblait à un examen final d'éloquence woke: «Aujourd'hui je me sens Arabe, aujourd'hui je me sens Africain, aujourd'hui je me sens gay, aujourd'hui je me sens handicapé, aujourd'hui je me sens travailleur migrant. [...] Les critiques sur le mondial sont hypocrites. Pour ce que nous, les Européens, nous avons fait au cours des 3000 dernières années, nous devrions nous excuser pour les 3000 prochaines années avant de donner des leçons de morale aux autres.» Rien à dire, on sent que les bases sont acquises. Gianni Infantino a reçu les encouragements du jury de Paris VIII. Les encouragements, seulement? Et pourquoi pas les félicitations? Parce que, ont fait remarquer certains membres du jury, Gianni Infantino a oublié de se sentir également non-binaire, Noir, pansexuel, Aborigène, racisé, trans, Amérindien, asexuel, Inuit et Adama Traoré.

Didier Desrimais, *La lettre de Causeur*, 1.12.2022.

Des chiffres abominables

Une enquête menée par le Département de l'intérieur de la Generalitat de Catalogne auprès de dix mille femmes de seize ans et plus, représentative du tissu sociologique

catalan, révèle que 80% d'entre elles ont subi un quelconque type de violence machiste à un moment ou un autre de leur existence, et 26% durant les douze derniers mois. Ce

chiffre donne le tournis! On se demande ce que fait la police si une femme sur quatre se fait agresser chaque année.

C'est probablement là qu'il faut remettre les choses à leur place. Qu'appelle-t-on violence? L'enquête fait la distinction entre violence sexuelle, psychologique et numérique. Et, dans chaque catégorie, quel type d'action trouve-t-on? Par exemple, les commentaires ou gestes sexistes sont considérés comme de la violence. Une phrase du type «Mademoiselle, vous êtes tout à fait ravissante, puis-je vous offrir un verre?» peut-elle être considérée comme une agression? Probablement, si le type est laid et la fille pas intéressée. Mais si le sagouin se trouve être un Apollon plein aux as, il est probable que la victime se sentira comme une princesse. Il n'est

d'ailleurs pas anodin de relever que seules 20% des victimes dénoncent les faits incriminés, et que 12,5% de celles qui ne le font pas répondent qu'elles n'ont pas perçu les faits comme étant des délits.

Qu'on me comprenne bien: je ne cherche en aucun cas à minimiser les actes répréhensibles commis par des sans-vergogne et qui peuvent traumatiser à vie les femmes qui en sont victimes. Il est d'ailleurs hautement recommandable pour toutes les jeunes filles de prendre des cours d'auto-défense afin d'être en mesure de répondre de façon vigoureuse en cas de problème. Mais j'ai aussi le sentiment que l'on est en train de franchir un cap dans la chasse aux sorciers qu'organisent les féministes extrémistes contre la gent masculine, et qu'il est très exagéré de parler de violence lorsqu'un jeune homme prend une jeune fille par la taille dans une discothèque sans lui avoir fait signer au préalable une autorisation de contact physique.

Venons-en à la question de la violence psychologique. Vaste programme que celui-là, dans lequel on peut fourrer bon an mal an tout ce qui ne nous enchante pas. Ma femme

est de mauvaise humeur et me rabroue sèchement alors que je vais la prendre dans mes bras, mon mari n'a pas remarqué ma nouvelle coiffure, il sous-entend que je devrais prendre un peu soin de mon aspect, ma femme me fait savoir qu'elle n'aime pas que je passe du temps avec mes copains au bistrot, mon petit ami me fait remarquer que je m'habille comme si je cherchais une aventure... Violence psychologique.

Il y a évidemment quantité d'exemples de violences effectives de tous types, et probablement bien suffisamment sans qu'il faille en rajouter d'imaginaires et créer ainsi entre les deux sexes un climat malsain de confrontation. L'immense majorité des hommes sont aimables avec les femmes et ne cherchent que des relations saines, basées sur la confiance et le respect mutuel. Donc, Mesdames, si votre conjoint est un imbécile, défaites-vous-en et fuyez les tristes sires, les grossiers paltoquets et les sinistres crétins. La vie est trop courte pour qu'on s'entoure de gens sans intérêt.

Michel Paschoud

Ne dites pas...

Ne dites pas: «Les événements qui ont pris place en Iran semblent avoir abouti à la suppression de la police des mœurs des ayatollahs, mais il est plus que probable que ces derniers parviendront à rétablir l'ordre nécessaire au maintien de leur dictature.»
Dites: «Les événements qui ont eu lieu en Iran semblent avoir abouti à la suppression de la police des mœurs des ayatollahs, mais il est plus que probable que ces derniers parviendront à rétablir l'ordre nécessaire au maintien de leur dictature.»

A moins que leur régime ne soit vraiment très branlant, les mollahs ne se laisseront pas abattre par des manifestations de rue. Il y a tout lieu de supposer que leur reculade en matière de mœurs est purement opportuniste et qu'ils ne tarderont pas à couvrir une nouvelle fois leur main de velours d'un gant de boxe.

Le pinailleur

Bon sens

La nouvelle conseillère fédérale jurassienne Elisabeth Baume-Schneider – encore une qui ne veut pas porter seulement le nom de son mari – aurait, paraît-il, offensé les Appenzellois¹. Interrogée, lors de sa première conférence de presse, sur la réponse qu'elle donnerait à un Appenzellois qui lui dirait ne plus se sentir représenté au Conseil fédéral,

elle a fait remarquer en substance qu'une partie des Appenzellois ne savaient peut-être même pas qu'il y avait eu une élection, la vie ne se résumant pas au Conseil fédéral.

Un député UDC, d'Appenzell bien sûr, que je ne nommerai pas par pure charité chrétienne, s'est indigné que la dame puisse prendre «quasiment pour des ploucs» les ressortissants de son canton.

La nouvelle conseillère fédérale socialiste s'est pourtant contentée de constater un fait qui s'avère dans toute la Suisse. Elle aurait pu donner la même réponse si on lui avait parlé d'un Genevois. Les ploucs, ou, pour mieux dire, les sots, ce sont le journaliste, qui ne sait même pas que les conseillers fédéraux n'ont pas vocation à représenter les cantons, et le conseiller national, dont la susceptibilité semble embrumer le cerveau.

En répondant avec pertinence à une question idiote, Mme Baume a fait naître en moi l'espoir que, toute socialiste qu'elle est, elle saura peut-être faire preuve de réalisme et de bon sens.

M.P.

¹ 20 minutes du 9 décembre 2022.

Insupportable ingérence

De même que Mme Ursula von der Leyen, présidente non élue de la

Commission européenne, se prend pour un chef d'Etat et s'en va de par le monde se mêler des affaires des autres, le secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg, a vu enfler son ego depuis le début de la guerre d'Ukraine et s'autorise à donner son avis sur les choix de la Suisse en matière de livraison d'armes.

Dans un entretien accordé à la Radio suisse italienne – dont on se demande bien pourquoi elle lui sert la soupe –, il s'est indigné du refus de la Confédération d'autoriser l'Allemagne à livrer des munitions suisses à l'Ukraine, plaidant notamment que la neutralité n'est pas synonyme d'indifférence.

M. Ignazio Cassis nous a déjà servi ce potage-là à maintes reprises pour justifier l'abandon de la neutralité.

Sans entrer sur le fond du cas allemand, on fera remarquer que ce qui

est déjà indigeste chez le président de la Confédération devient franchement imbuvable chez un fonctionnaire de l'OTAN.

M.P.

Anglomanie

Du 17 au 20 novembre a eu lieu à Fribourg un festival destiné à célébrer la fondue moitié-moitié¹.

Comme il aurait été vraiment ringard de baptiser ce nouvel événement Festival de la fondue suisse, les organisateurs ont choisi de l'intituler Suisse Fondue Festival.

On a beau ne pas aimer les anglicismes, Swiss cheese fondue festival aurait été moins grotesque.

M.P.

¹ <https://www.fpe-ciga.ch/actualite/le-suisse-fondue-festival-du-17-au-20-novembre-2022>.

Vœux

Chers amis lecteurs,

Nous ne voulons pas laisser se terminer cette cinquante-deuxième année de publication sans vous dire une fois de plus à quel point nous vous savons gré de votre fidélité et de votre générosité.

Les temps ne sont guère propices aux réjouissances: la guerre est à nos portes; les gripes de toutes sortes menacent notre liberté; les responsables politiques nous traitent comme des gamins débiles qu'il faut conseiller et effrayer pour les maintenir dans le droit chemin; et, surtout, des activistes de toutes sortes mériteraient que, selon les cas et plutôt que de les cajoler, on les colle quelques heures sur les bandes d'arrêt d'urgence des autoroutes qu'ils prétendent bloquer, on les oblige à lécher les œuvres d'art qu'ils badigeonnent jusqu'à ce que parfaite propreté s'ensuive ou on les enferme quelques jours en plein hiver dans des locaux sans chauffage, sans eau courante et sans électricité, avec pour toute alimentation – végane – du pain et de l'eau.

Comme, en dehors des ONG moralisatrices et des militants prêchi-prêcheurs, la population reste dans l'ensemble plutôt sensée, nous pouvons nourrir l'espoir d'assister un jour, le ras-le-bol aidant, à ce spectacle jubilatoire.

Sur cette note positive, nous vous présentons, chers amis lecteurs, nos meilleurs vœux pour de belles fêtes et une heureuse année 2023.

Et n'oubliez pas d'éteindre la lumière en sortant de votre salle de bain après une très brève douche glacée...

L'équipe du Pamphlet